

Résumé de l'expertise n° 24/IMO/0028



Désignation du ou des bâtiments



Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN)**

Commune : **75011 PARIS 11 (France)**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : **RDC, Lot numéro LOGE GARDIEN**

Périmètre de repérage : ... **Toutes parties visés par les travaux**

	Prestations	Conclusion
	CREP	Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.



Eurofins LEM
20 rue du Kochersberg, BP 50047
67701 Saverne

100 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS
Tél. : 06.67.14.42.14 /
N°SIREN : 834329146

Demande d'analyse

Numéro de dossier : 24/IMO/0028
Norme méthodologique employée : AFNOR NFX 46-020 de décembre 2008
Date du repérage : 15/11/2024

PARIS, le 20/11/2024

Réf. Dossier : 24/IMO/0028 - Aream c/o Académie des Beaux Arts

Prélèvements d'échantillons de matériaux aux fins d'analyse de présence d'amiante

Madame, Monsieur

Veillez trouver ci-joint :

- Le(s) prélèvement(s),
- Le bordereau d'envoi,

Nous vous demandons de nous adresser un exemplaire des résultats d'analyses afin de nous permettre de rédiger notre rapport de recherche de matériaux contenant de l'amiante (suivant annexe du Décret 2002-839).

Les analyses sont à réaliser sur toute l'épaisseur des substrats.

En vous remerciant par avance, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

ECO DIAGNOSTIC
GAEL TAIEB

Bordereau des prélèvements transmis au laboratoire pour analyse de présence d'amiante

PARIS, le 20/11/2024

Références : 24/IMO/0028
Prélèvement(s) effectué(s) par : GAEL TAIEB
Facturation à établir au : **ECO DIAGNOSTIC**
100 Boulevard Voltaire
75011 PARIS
Mission de repérage : repérage avant réalisation de travaux
Prélèvement(s) fait(s) le : 15/11/2024

Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
Département : ... **Paris**
Adresse : **37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN)**
Commune : **75011 PARIS 11 (France)**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
RDC, Lot numéro LOGE GARDIEN

Désignation du propriétaire

Désignation du client :
Nom et prénom : ... **Aream c/o Académie des Beaux Arts**
Adresse : **7 Rue de Chaillot**
75016 PARIS 16 (France)


Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)





Nom et prénom : **Aream c/o Académie des Beaux Arts (loge)**
Adresse : **7 Rue de Chaillot**
75016 PARIS 16 (France)

Repérage




Périmètre de repérage : **Toutes parties visés par les travaux**


Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
24/IMO/0028/ZPSO00 1-P001	Entrée	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

24/IMO/0028/ZPSO00 2-P002	Entrée	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO00 3-P003	Entrée	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO00 4-P004	Entrée	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol Plastiques	Dalle de sol Plastique (parquet manquant à un endroit) Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO00 5-P005	Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol Plastique	Dalle de sol Plastique colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

24/IMO/0028/ZPSO00 6-P006	Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	carrelage et colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO00 7-P007	Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Carrelage et colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO00 8-P008	Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO00 9-P009	Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

24/IMO/0028/ZPSO01 0-P010	Cuisine	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO01 1-P011	Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faïence	Colle de faïence Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO01 2-P012	sdw-wc	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Carrelage	carrelage et colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO01 3-P013	sdw-wc	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faïence	Colle de faïence Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

24/IMO/0028/ZPSO01 4-P014	sdw-wc	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Plinthe	Colle de faïence Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
------------------------------	--------	---	---------	--	---

Restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

ECO DIAGNOSTIC
GAEL TAIEB

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : 24/IMO/0028

Date du repérage : 15/11/2024

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	La mission est effectuée en application de l'article L4412-2 du Code du Travail, décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : 37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN) Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n° : RDC, Lot numéro LOGE GARDIEN Code postal, ville : . 75011 PARIS 11 (France)
Périmètre de repérage : Toutes parties visés par les travaux
Type de logement :
Fonction principale du bâtiment : Habitation (partie privative d'immeuble)
Date de construction : Date du permis de construire non connue

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... Aream c/o Académie des Beaux Arts Adresse : 7 Rue de Chaillot 75016 PARIS 16 (France)
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : ... Aream c/o Académie des Beaux Arts (loge) Adresse : 7 Rue de Chaillot 75016 PARIS 16 (France)

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	GAEL TAIEB	Opérateur de repérage	LCP	Obtention : 26/04/2023 Échéance : 25/04/2030 N° de certification : 1633
Raison sociale de l'entreprise : ECO DIAGNOSTIC (Numéro SIRET : 834329146000015) Adresse : 100 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS Désignation de la compagnie d'assurance : Allianz Numéro de police et date de validité : 808109076 - 30/09/2025				

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 20/11/2024, remis au propriétaire le 20/11/2024
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 32 pages

Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Conclusion détaillée du repérage
 - 5.1 Liste des produits et matériaux présentées par catégorie
 - 5.2 Récapitulatif zone par zone
- 6 Signatures
- 7 Annexes

1. – Les conclusions

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante. (Détailé en partie 5 du présent rapport)

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations approfondies sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Eurofins LEM

Adresse : 20 rue du Kochersberg, BP 50047 67701 Saverne

Numéro de l'accréditation Cofrac :

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

La mission est effectuée en application de l'article L4412-2 du Code du Travail, décret n° 2017-899 du 9 mai

2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, arrêté du 16 juillet 2019 modifié relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante situés dans la zone impactée par les travaux.»

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019.

3.2.4 Le programme de repérage

Le programme de repérage est défini par l'arrêté du 16 juillet 2019 modifié et de son annexe 1.

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	Plaques ondulées et planes
	Ardoises, bardeaux bitumineux
	Éléments associés à la toiture
	Éléments sous toiture
	Étanchéité de toiture terrasse
	Fenêtres de toit, lanternaux, verrières
2 - Parois verticales extérieures et Façades	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich
	Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage
	Façades lourdes y compris poteaux
	Menuiseries extérieures
	Éléments associés aux façades
3 - Parois verticales intérieures	Murs et cloisons maçonnés
	Poteaux
	Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)
	Gaines et coffres verticaux
	Portes coupe-feu, pare-flamme, isothermiques, frigorifiques
	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
4 - Plafonds et faux plafonds	Plafonds
	Poutres et charpentes
	Poutres et charpentes
	Gaines et coffres horizontaux
	Faux plafonds
	Suspentes et contrevents
5 - Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols
6 - Conduits et accessoires intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)
	Clapets / volets coupe-feu
	Vide-ordures
7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	Portes et cloisons palières
	parois des équipements
	Matériels en machinerie
8 - Équipements divers et accessoires	Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes
	Convecteurs et radiateurs électriques
	fusibles à broche
	canalisations électriques préfabriquées
	Coffres-forts
	Portes de placard, baignoires et éviers métalliques
	Jardinières, bac à sable incendie
	Étanchéité des murs enterrés
9 - Fondations et soubassements	Parois verticales et horizontales enterrées
	Conduits et fourreaux
10 - Aménagements, voiries et réseaux divers	Conduits, Siphons
	Voiries
	Espaces sportifs
	Aménagements extérieurs

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage

Programme détaillé des travaux :

Néant

Descriptif des pièces visitées

**Entrée,
Cuisine,****sdw-wc,
Chambre,
Chambre 2**

Localisation	Description
Cuisine	Sol Substrat : Carrelage Mur A, B, C Substrat : carrelage Mur Substrat : Plâtre Revêtement : Tapisserie Plinthes A, B, C, D Substrat : Bois Revêtement : Peinture Fenêtre B Substrat : Bois Revêtement : Peinture Porte A Substrat : Bois Revêtement : Peinture Embrasure porte A Substrat : Bois Revêtement : Peinture escalier . Substrat : Bois Revêtement : Peinture plafond Substrat : Bois Revêtement : Peinture
Entrée	Sol Substrat : Parquet Mur A, B, C, D Substrat : Plâtre Revêtement : Tapisserie Plafond Substrat : Bois Revêtement : Peinture Plinthes A, B, C, D Substrat : Bois Revêtement : Peinture Fenêtre D Substrat : Bois Revêtement : Peinture Porte A Substrat : Métal Revêtement : Peinture Embrasure porte A Substrat : Métal Revêtement : Peinture escalier . Substrat : Bois Revêtement : Peinture
sdw-wc	Sol Substrat : Carrelage Mur A, B, C, D Substrat : Plâtre Revêtement : Peinture Plafond Substrat : Bois Revêtement : Peinture Plinthes A, B, C, D Substrat : Carrelage Fenêtre D Substrat : Bois Revêtement : Peinture Porte A Substrat : Bois Revêtement : Peinture Embrasure porte A Substrat : Bois Revêtement : Peinture
Chambre	Sol Substrat : bois Mur A, B, C, D Substrat : Plâtre Revêtement : Peinture Plafond Substrat : Plâtre Revêtement : Peinture Plinthes A, B, C, D Substrat : Bois Revêtement : Peinture Fenêtre D Substrat : Bois Revêtement : Peinture
Chambre 2	Sol Substrat : bois Mur A, B, C, D Substrat : Plâtre Revêtement : Peinture Plafond Substrat : Plâtre Revêtement : Peinture Plinthes A, B, C, D Substrat : Bois Revêtement : Peinture Fenêtre D Substrat : Bois Revêtement : Peinture

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

ABSENCE DE TAMPON BITUMINEUX SOUS EVIER
TABLIER DE BAIGNOIRE CARRELE NON DEMONTABLE

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 20/11/2024

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 15/11/2024

Heure d'arrivée : 10 h 40

Durée du repérage :

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Sans accompagnateur

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017 et de l'arrêté du 16 juillet 2019.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Conclusion détaillée du repérage

5.1 Liste des produits et matériaux, présentée par catégorie

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.




1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités

Sans objet

2 - Parois verticales extérieures et Façades


Sans objet

3 - Parois verticales intérieures

ZPSO011 : Partie à inspecter : Colle de faïence Description : Colle de faïence.					
Pièces : Cuisine					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO011 <u>Description</u> : Colle de faïence <u>Zone</u> : Mur A <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Mur A	P011	
ZPSO013 : Partie à inspecter : Colle de faïence Description : Colle de faïence.					
Pièces : sdw-wc					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
sdw-wc	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO013 <u>Description</u> : Colle de faïence <u>Zone</u> : Mur C <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui sdw-wc : Mur C	P013	
ZPSO014 : Partie à inspecter : Plinthe Description : Colle de faïence.					
Pièces : sdw-wc					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
sdw-wc	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO014 <u>Description</u> : Colle de faïence <u>Zone</u> : Mur D <u>Résultat</u> : Présence d'amiante	Oui sdw-wc : Mur D	P014	


ZPSO008 : Partie à inspecter : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché | Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché.

Pièces : Cuisine; sdw-wc

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine; sdw-wc	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO008 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché <u>Zone</u> : Mur D <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Mur D	P008	


ZPSO009 : Partie à inspecter : Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non | Description : Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non.

Pièces : Cuisine; sdw-wc

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine; sdw-wc	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO009 <u>Description</u> : Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non <u>Zone</u> : Mur C <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Mur C	P009	


ZPSO002 : Partie à inspecter : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché | Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché.

Pièces : Entrée; Chambre; Chambre 2



Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Entrée; Chambre; Chambre 2	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO002 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché <u>Zone</u> : Mur A <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Entrée : Mur A	P002	

ZPSO003 : Partie à inspecter : Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés | Description : Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés.



Pièces : Entrée; Chambre; Chambre 2

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Entrée; Chambre; Chambre 2	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO003 <u>Description</u> : Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés <u>Zone</u> : Mur D <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Entrée : Mur D	P003	

4 - Plafonds et faux plafonds


ZPSO010 : Partie à inspecter : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché.					
Pièces : Cuisine; sdw-wc					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine; sdw-wc	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO010 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché <u>Zone</u> : Plafond <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Plafond	P010	
ZPSO001 : Partie à inspecter : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché.					
Pièces : Entrée; Chambre; Chambre 2					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Entrée; Chambre; Chambre 2	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO001 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché <u>Zone</u> : Plafond <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Entrée : Plafond	P001	

5 - Planchers et planchers techniques

ZPSO004 : Partie à inspecter : Dalle de sol Plastiques Description : Dalle de sol Plastique (parquet manquant a un endroit).					
Pièces : Entrée					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Entrée	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO004 <u>Description</u> : Dalle de sol Plastique (parquet manquant a un endroit) <u>Zone</u> : Sol <u>Résultat</u> : Présence d'amiante	Oui Entrée : Sol	P004	
ZPSO005 : Partie à inspecter : Dalle de sol Plastique Description : Dalle de sol Plastique colle.					
Pièces : Cuisine					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO005 <u>Description</u> : Dalle de sol Plastique colle <u>Zone</u> : Sol <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Sol	P005	


ZPSO006 : Partie à inspecter : Dalle de sol | Description : carrelage et colle.

Pièces : Cuisine

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine	1	Identifiant : ZPSO006 Description : carrelage et colle Zone : Sol Résultat : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Sol	P006	


ZPSO007 : Partie à inspecter : Dalle de sol | Description : Carrelage et colle.

Pièces : Cuisine

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine	1	Identifiant : ZPSO007 Description : Carrelage et colle Zone : Sol Résultat : Absence d'amiante	Oui Cuisine : Sol	P007	

ZPSO012 : Partie à inspecter : Carrelage | Description : carrelage et colle.


Pièces : sdw-wc

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
sdw-wc	1	Identifiant : ZPSO012 Description : carrelage et colle Zone : Sol Résultat : Présence d'amiante	Oui sdw-wc : Sol	P012	

6 - Conduits et accessoires intérieurs

ZPSO015 : Partie à inspecter : Conduit en fibres-ciment | Description : Conduit en fibres-ciment.

Pièces : Cuisine

Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Cuisine	1	Identifiant : ZPSO015 Description : Conduit en fibres-ciment Zone : Mur C Résultat : Présence d'amiante	Aucun prélèvement		

7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques

Sans objet

8 - Équipements divers et accessoires

Sans objet

9 - Fondations et soubassements

Sans objet







10 - Aménagements, voiries et réseaux divers





Sans objet

Composants ne figurant pas sur la Norme NF X 46-020 d'Août 2017


Sans objet

5.2 Récapitulatif zone par zone

Zone	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO004	<u>Localisation</u> : Entrée <u>Echantillons</u> : P004 <u>Description</u> : Dalle de sol Plastique (parquet manquant a un endroit)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO005	<u>Localisation</u> : Cuisine <u>Echantillons</u> : P005 <u>Description</u> : Dalle de sol Plastique colle	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO006	<u>Localisation</u> : Cuisine <u>Echantillons</u> : P006 <u>Description</u> : carrelage et colle	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO007	<u>Localisation</u> : Cuisine <u>Echantillons</u> : P007 <u>Description</u> : Carrelage et colle	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO011	<u>Localisation</u> : Cuisine <u>Echantillons</u> : P011 <u>Description</u> : Colle de faïence	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO015	<u>Localisation</u> : Cuisine <u>Echantillons</u> : <u>Description</u> : Conduit en fibres-ciment	Présence d'amiante (Sur jugement de l'opérateur)	

Zone	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO012	<u>Localisation</u> : sdw-wc <u>Echantillons</u> : P012 <u>Description</u> : carrelage et colle	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO013	<u>Localisation</u> : sdw-wc <u>Echantillons</u> : P013 <u>Description</u> : Colle de faïence	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO014	<u>Localisation</u> : sdw-wc <u>Echantillons</u> : P014 <u>Description</u> : Colle de faïence	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO008	<u>Localisation</u> : Cuisine; sdw-wc <u>Echantillons</u> : P008 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

Zone	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO009	<p><u>Localisation</u> : Cuisine; sdw-wc <u>Echantillons</u> : P009 <u>Description</u> : Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO010	<p><u>Localisation</u> : Cuisine; sdw-wc <u>Echantillons</u> : P010 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO001	<p><u>Localisation</u> : Entrée; Chambre; Chambre 2 <u>Echantillons</u> : P001 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO002	<p><u>Localisation</u> : Entrée; Chambre; Chambre 2 <u>Echantillons</u> : P002 <u>Description</u> : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

Zone	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO003	<p><u>Localisation</u> : Entrée; Chambre; Chambre 2</p> <p><u>Echantillons</u> : P003</p> <p><u>Description</u> : Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés</p>	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

6. – Signatures

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCP** -*

Fait à **PARIS 11**, le **15/11/2024**

Par : GAEL TAIEB

Signature du représentant :

--

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 24/IMO/0028

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

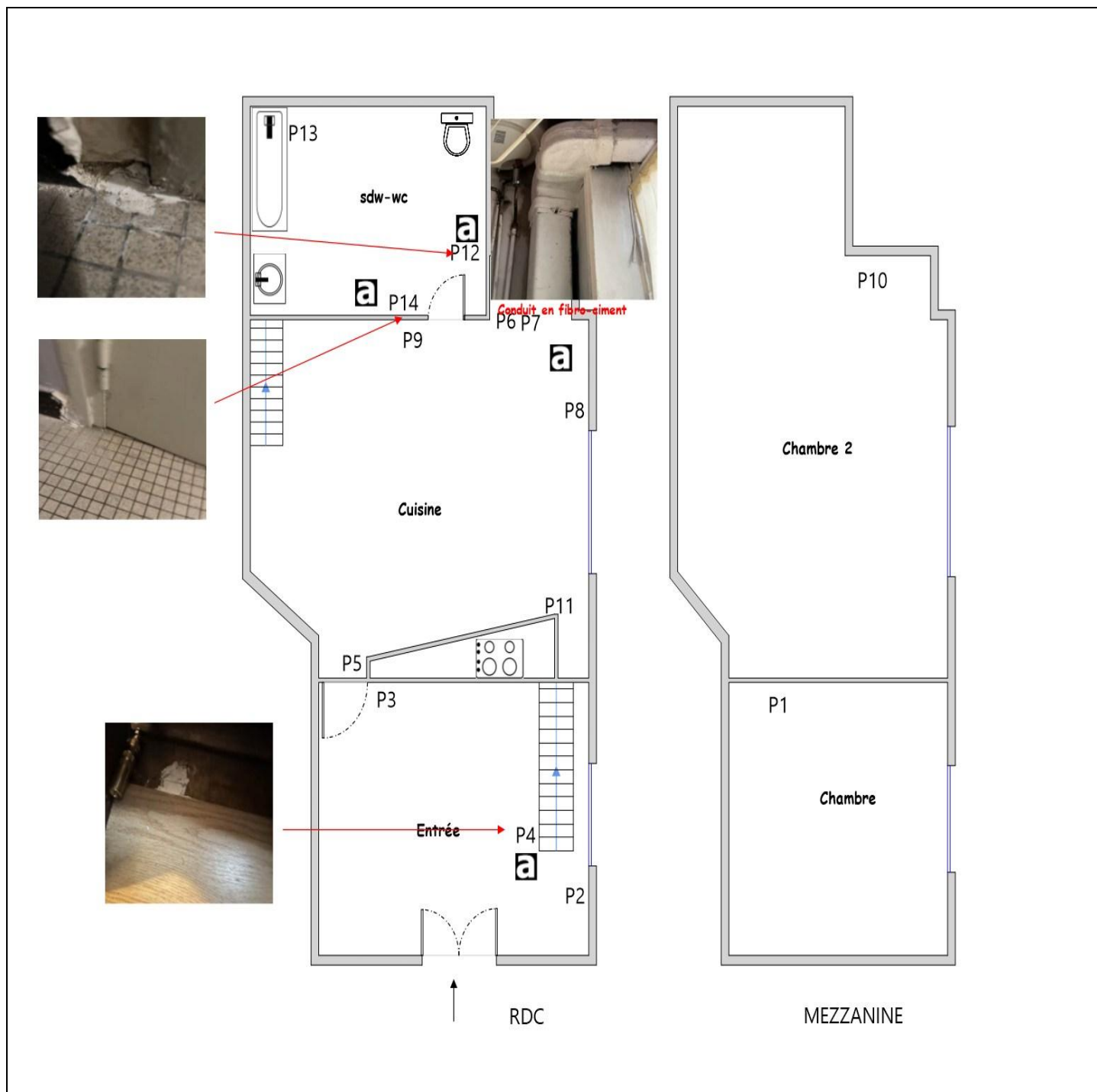
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.













Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : Aream c/o Académie des Beaux Arts Adresse du bien : 37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN) 75011 PARIS 11 (France)</p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

Photos



	<p>Photo n° PhA001 Localisation : Entrée; Chambre; Chambre 2 Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds Partie d'ouvrage : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Entrée; Chambre; Chambre 2 Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché</p>



Photo n° PhA003

Localisation : Entrée; Chambre; Chambre 2

Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)

Partie d'ouvrage : Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés

Description : Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés



Photo n° PhA004

Localisation : Entrée

Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols

Partie d'ouvrage : Dalle de sol Plastiques

Description : Dalle de sol Plastique (parquet manquant a un endroit)



Photo n° PhA005

Localisation : Cuisine

Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols

Partie d'ouvrage : Dalle de sol Plastique

Description : Dalle de sol Plastique colle



Photo n° PhA006

Localisation : Cuisine

Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols

Partie d'ouvrage : Dalle de sol

Description : carrelage et colle



Photo n° PhA007
Localisation : Cuisine
Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols
Partie d'ouvrage : Dalle de sol
Description : Carrelage et colle



Photo n° PhA008
Localisation : Cuisine; sdw-wc
Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés
Partie d'ouvrage : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché
Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché



Photo n° PhA009
Localisation : Cuisine; sdw-wc
Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds
Partie d'ouvrage : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché
Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché



Photo n° PhA010
Localisation : Cuisine
Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
Partie d'ouvrage : Colle de faïence
Description : Colle de faïence



Photo n° PhA011
Localisation : sdw-wc
Ouvrage : 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols
Partie d'ouvrage : Carrelage
Description : carrelage et colle






Photo n° PhA012
Localisation : sdw-wc
Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
Partie d'ouvrage : Colle de faïence
Description : Colle de faïence



Photo n° PhA013
Localisation : sdw-wc
Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
Partie d'ouvrage : Colle de faïence
Description : Colle de faïence



Photo n° PhA014
Localisation : sdw-wc
Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
Partie d'ouvrage : Plinthe
Description : Colle de faïence

	<p>Photo n° PhA015 Localisation : Cuisine; sdw-wc Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées) Partie d'ouvrage : Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non Description : Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non</p>
	<p>Photo n° PhA016 Localisation : Cuisine Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment Description : Conduit en fibres-ciment</p>
	<p>Photo n° PhA017 Localisation : Cuisine; sdw-wc Ouvrage : 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés Partie d'ouvrage : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Description : Enduit à base de plâtre lissé ou taloché</p>



7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des échantillons prélevés :

Identifiant et échantillons	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
-----------------------------	--------------	------------------------------	----------------------	-------------	-------

Identifiant et échantillons	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
24/IMO/0028/ZPSO001-P001	Entrée	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO002-P002	Entrée	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO003-P003	Entrée	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO004-P004	Entrée	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol Plastiques	Dalle de sol Plastique (parquet manquant a un endroit) Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO005-P005	Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol Plastique	Dalle de sol Plastique colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO006-P006	Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	carrelage et colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

Identifiant et échantillons	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
24/IMO/0028/ZPSO007-P007	Cuisine	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Carrelage et colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO008-P008	Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO009-P009	Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO010-P010	Cuisine	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO011-P011	Cuisine	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faïence	Colle de faïence Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO012-P012	sdw-wc	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Carrelage	carrelage et colle Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

Identifiant et échantillons	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
24/IMO/0028/ZPSO013-P013	sdw-wc	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faïence	Colle de faïence Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	
24/IMO/0028/ZPSO014-P014	sdw-wc	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Plinthe	Colle de faïence Analyse à réaliser: Toutes les couches mélangées	

Copie des rapports d'essais :



Dossier 24/IMO/0028

Prélèvement du : 15/11/2024

37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN)

75011 PARIS 11

ECO DIAGNOSTIC FRANCE

100, Boulevard Voltaire

75011 PARIS

Rapport d'essai n°: R 02305724

A l'attention de Jonas DHAN

Ivry sur Seine, le 20/11/2024

Affaire n°: AF01511624

Date de réception : 15/11/2024 - Date de fin d'analyse : 20/11/2024

Recherche d'amiante dans les matériaux et/ou produits - R 02305724

Page 1/3

Arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et accréditation des organismes procédant à ces analyses.

Nombre total d'échantillon(s) : 14

Ref. / Description client / Couche(s) à analyser	N° Ech. Date analyse	Description laboratoire (couches analysées)	Préparation		Analyse		Résultats	COFRAC
			Technique Traitement	Nb	Technique analyse	Nb		
P001 Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Entrée	EC 15003824 20/11/2024	Enduit (Dur/Effritable,Beige/Blanc) ; Carton (Fibreux/Souple,Marron) ; Peinture (Dur/Effritable,Beige/Blanc) <i>Techniquement indissoluble, contamination inter couches.</i>	META 1 <i>Chimique, Thermique, Ultra-Sons</i>	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
P002 Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Entrée	EC 15003924 20/11/2024	Enduit (Dur/Effritable,Gris) ; Enduit (Dur/Effritable,Beige/Marron) ; Papier peint (Fibreux/Souple,Beige/Blanc) <i>Techniquement indissoluble, contamination inter couches.</i>	META 1 <i>Chimique, Thermique, Ultra-Sons</i>	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
P003 Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés Entrée	EC 15004024 20/11/2024	Enduit (Dur/Effritable,Beige/Blanc) ; Peinture (Dur/Effritable,Multicolore) ; Papier peint (Fibreux/Souple,Beige/ Blanc) <i>Techniquement indissoluble, contamination inter couches.</i>	META 1 <i>Chimique, Thermique, Ultra-Sons</i>	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
P004 Dalle de sol Plastique (parquet manquant a un endroit) Entrée	EC 15004124 20/11/2024	Dalle (Fibreux/Souple,Marron) ; Colle (Traces) (Souple,Jaune) ; Ragrée (Dur/Effritable,Gris) ; Bois (Dur/ Fibreux,Marron) <i>Techniquement indissoluble, contamination inter couches.</i>	MOLP	2	MOLP SO	2	Fibre d'Amiante Détecté Chrysotile	*
P005 Dalle de sol Plastique colle Cuisine	EC 15004224 20/11/2024	Dalle (Souple,Gris) ; Colle (Traces) (Souple,Jaune) ; Ragrée (Dur/ Effritable,Gris) <i>Techniquement indissoluble, contamination inter couches.</i>	META 1 <i>Chimique, Thermique, Ultra-Sons</i>	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*

LAB-EXPERT SAS : Siège social : 128 Bis Avenue Jean Jaurès - Parc Capstone - Carré Ivry - Bâtiment J1 - 94200 IVRY SUR SEINE
Société par Actions Simplifiée - Capital de 20.000 € - RCS Créteil 848 416 806 - Siret 848 416 806 00018 - TVA FR15 848 416 806 - Code APE : 7120 B

Recherche d'amiante dans les matériaux et/ou produits - R 02305724

page 2/3

LAB-EXPERT - AF01511624 - Dossier 24/IMO/0028

Nombre total d'échantillon(s) : 14

Ref. / Description client / Couche(s) à analyser	N° Ech. Date analyse	Description laboratoire (couches analysées)	Préparation		Analyse		Résultats	COFRAC
			Technique Traitement	Nb	Technique analyse	Nb		
P006 Carrelage et colle Cuisine	<u>EC</u> <u>15004324</u> 20/11/2024	Carrelage (Dur,Beige/Marron)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
		Colle (Dur/Effritable,Gris) ; Matériau (Traces) (Dur/Effritable,Beige) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	
P007 Carrelage et colle Cuisine	<u>EC</u> <u>15004424</u> 20/11/2024	Carrelage (Dur,Marron)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
		Colle (Dur/Effritable,Gris)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	
P008 Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Cuisine	<u>EC</u> <u>15004524</u> 20/11/2024	Enduit (Dur/Effritable,Beige/Blanc) ; Peinture (Dur/Effritable,Gris) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
P009 Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non Cuisine	<u>EC</u> <u>15004624</u> 20/11/2024	Enduit (Dur/Effritable,Blanc) ; Peinture (Dur/Effritable,Multicolore) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
P010 Enduit à base de plâtre lissé ou taloché Cuisine	<u>EC</u> <u>15004724</u> 20/11/2024	Enduit (Dur/Effritable,Beige/Blanc) ; Peinture (Dur/Effritable,Blanc) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
P011 Colle de faïence Cuisine	<u>EC</u> <u>15004824</u> 20/11/2024	Faïence (Dur,Blanc)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
		Colle (Dur/Effritable,Beige) ; Peinture (Dur/Effritable,Beige) ; Enduit (Dur/ Effritable,Blanc) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	
P012 carrelage et colle sdw-wc	<u>EC</u> <u>15004924</u> 20/11/2024	Carrelage (Dur/Effritable,Gris) ; Colle (Dur/Effritable,Gris) ; Béton (Dur/ Effritable,Gris) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Détecté Chrysotile	*
P013 Colle de faïence sdw-wc	<u>EC</u> <u>15005024</u> 20/11/2024	Faïence (Dur,Beige/Blanc)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
		Colle (Dur/Effritable,Beige/Blanc)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB-MB- MB	4	Fibre d'Amiante Non Détecté	
P014 Colle de faïence sdw-wc	<u>EC</u> <u>15005124</u> 20/11/2024	Faïence (Dur,Beige/Blanc)	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Non Détecté	*
		Colle (Dur/Effritable,Beige) ; Enduit (Dur/Effritable,Beige/Blanc) <i>Techniquement indissociable, contamination inter couches.</i>	META 1 Chimique, Thermique, Ultra-Sons	1	META MB-MB	2	Fibre d'Amiante Détecté Chrysotile	

LAB-EXPERT SAS : Siège social : 128 Bis Avenue Jean Jaurès - Parc Capstone - Carré Ivry - Bâtiment J1 - 94200 IVRY SUR SEINE
Société par Actions Simplifiée - Capital de 20.000 € - RCS Créteil 848 416 806 - Siret 848 416 806 00018 - TVA FR15 848 416 806 - Code APE : 7120 B

Recherche d'amiante dans les matériaux et/ou produits - R 02305724

page 3/3

LAB-EXPERT - AF01511624 - Dossier 24/IMO/0028

Nombre total d'échantillon(s) : 14

Le présent rapport ne concerne que les échantillons cités ci-dessus considérés étant aptes à être préparés par le laboratoire et ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sa reproduction n'est alors autorisée que sous sa forme intégrale, sauf accord écrit du laboratoire. Seule l'édition originale du rapport portant la validation technique du laboratoire engage sa responsabilité. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation.

Elles sont identifiées par le symbole *. Toutes les informations fournies par le client (références du dossier et de l'échantillon, localisation, date et lieu de prélèvement, ou toute autre information relative à l'échantillon avant son dépôt) relèvent de sa seule responsabilité et ne sont pas couvertes par l'accréditation du laboratoire.

La limite de détection des fibres d'amiante garantie par le laboratoire, lors de l'analyse par META et par MOLP des matériaux est de 0,1% en masse dans 95% des cas et dans la limite de 4 couches indissociables conformément à la validation de méthode. Au-delà de 4 couches, le résultat d'analyse sera présenté hors champ d'accréditation et ne pourra donc pas être exploité dans un contexte réglementaire opposable.

La fibre d'amiante est identifiée et caractérisée par Microscopie Electronique à Transmission avec Analyseur (META) en fonction de sa morphologie (longueur minimale 0,5 µm), de sa structure cristalline et de sa composition chimique. Toute couche présentant un résultat en fibre d'amiante non détecté peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

Toute couche analysée par MOLP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée), présentant un résultat en fibre d'amiante non détecté peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 micromètres.

META 1 : Préparation matériaux et produits manufacturés pouvant contenir de l'amiante délibérément ajouté selon méthode interne de traitement (OPE-ESS-MO-001) / Analyse selon parties pertinentes des normes NF X 43-050 et NF ISO 22262-1.

META 2 : Préparation des matériaux et produits manufacturés pouvant contenir naturellement de l'amiante et/ou de l'amiante délibérément ajouté selon méthode interne de traitement (OPE-ESS-MO-005) / Analyse selon parties pertinentes de la norme NF X43-050 et IMA : Principes pétrographiques et de classification minéralogique (Hawthorne F. C. et al., (2012) et A. J. Locock (2014)).

META 3 : Préparation des poussières sur lingettes selon méthode interne de traitement (OPE-ESS-MO-004) / Analyse selon parties pertinentes des normes NF X43-050 et NF ISO 22262-1 hors champ d'accréditation et hors du cadre réglementaire indiqué.

META 4 : Préparation des matériaux bruts pouvant contenir naturellement de l'amiante selon méthode interne de traitement (OPE-ESS-MO-006) / Analyse selon parties pertinentes de la norme NF X43-050 et IMA : Principes pétrographiques et de classification minéralogique (Hawthorne F. C. et al., (2012) et A. J. Locock (2014)).

MOLP : Recherche d'amiante dans les matériaux et produits par MOLP (OPE-ESS-MO-003) : Guide HSG 248 - Appendice 2.

META 0 : Méthode d'analyse de matériaux et produits par META selon parties pertinentes des normes NF X43-050 et NF ISO 22262-1 hors champ d'accréditation et hors du cadre réglementaire indiqué, avec une préparation adaptée à l'échantillon.

Signataire technique
Ala CURARARULAB-EXPERT SAS : Siège social : 128 Bis Avenue Jean Jaurès - Parc Capstone - Carré Ivry - Bâtiment J1 - 94200 IVRY SUR SEINE
Société par Actions Simplifiée - Capital de 20.000 € - RCS Créteil 848 416 806 - Siret 848 416 806 00018 - TVA FR15 848 416 806 - Code APE : 7120 B

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux ou produit qualifié de dégradés

Localisation	Identifiant + Description	Etat de conservation	Mesures d'ordre générales préconisées
Néant	-		

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

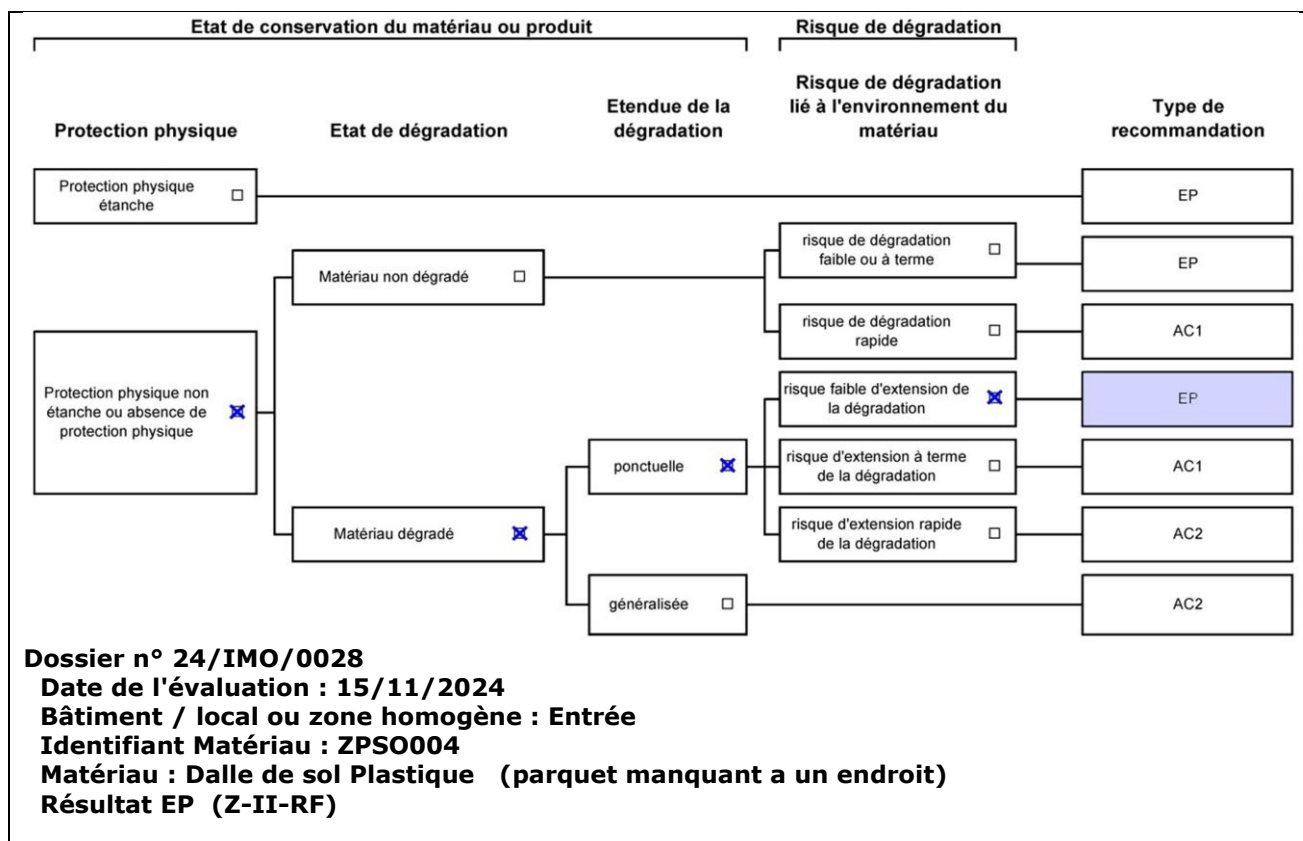
1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des autres matériaux ou produit de la liste B



Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du

service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
 - Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.6 - Annexe - Autres documents

Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 24/IMO/0028
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
 Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
 Date du repérage : 15/11/2024

Adresse du bien immobilier

Localisation du ou des bâtiments :
 Département : ... **Paris**
 Adresse : **37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN)**
 Commune : **75011 PARIS 11 (France)**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
RDC, Lot numéro LOGE GARDIEN

Donneur d'ordre / Propriétaire :

Donneur d'ordre :
Aream c/o Académie des Beaux Arts (loge)
7 Rue de Chaillot
75016 PARIS 16 (France)

Propriétaire :
Aream c/o Académie des Beaux Arts
7 Rue de Chaillot
75016 PARIS 16 (France)

Le CREP suivant concerne :

X	Les parties privatives		Avant la vente
	Les parties occupées	X	Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble		Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i>

L'occupant est : **Le locataire**

Nom de l'occupant, si différent du propriétaire : **M. EMMANUEL FLORES**

Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans

NON	Nombre total :
	Nombre d'enfants de moins de 6 ans :

Société réalisant le constat

Nom et prénom de l'auteur du constat	GAEL TAIEB
N° de certificat de certification	1633 le 26/04/2023
Nom de l'organisme de certification	LCP
Organisme d'assurance professionnelle	Allianz
N° de contrat d'assurance	808109076
Date de validité :	30/09/2025

Appareil utilisé

Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	NITON XLp 300 / 2-1086
Nature du radionucléide	109 Cd
Date du dernier chargement de la source	05/07/2022
Activité à cette date et durée de vie de la source	850 MBq

Conclusion des mesures de concentration en plomb						
	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	15	0	1	11	0	3
%	100	0 %	7 %	73 %	0 %	20 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par GAEL TAIEB le 15/11/2024 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 3. Par conséquent, en application de l'article L.1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. Le propriétaire doit également veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Sommaire

1. Rappel de la commande et des références réglementaires	3
2. Renseignements complémentaires concernant la mission	3
2.1 L'appareil à fluorescence X	3
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel	4
2.3 Le bien objet de la mission	4
3. Méthodologie employée	4
3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X	4
3.2 Stratégie de mesurage	5
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	5
4. Présentation des résultats	5
5. Résultats des mesures	6
6. Conclusion	8
6.1 Classement des unités de diagnostic	8
6.2 Recommandations au propriétaire	8
6.3 Commentaires	8
6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	9
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé	9
7. Obligations d'informations pour les propriétaires	10
8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb	10
8.1 Textes de référence	10
8.2 Ressources documentaires	11
9. Annexes	11
9.1 Notice d'Information	11
9.2 Illustrations	12
9.3 Analyses chimiques du laboratoire	12

Nombre de pages de rapport : 12**Liste des documents annexes :**

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 2

1. Rappel de la commande et des références réglementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS	
Modèle de l'appareil	NITON XLp 300	
N° de série de l'appareil	2-1086	
Nature du radionucléide	109 Cd	
Date du dernier chargement de la source	05/07/2022	Activité à cette date et durée de vie : 850 MBq
Autorisation/Déclaration ASN (DGSNR)	N° RTV-1537-23	Nom du titulaire/signataire AC ENVIRONNEMENT
	Date d'autorisation/de déclaration 05/07/2022	Date de fin de validité (si applicable) 04/07/2026
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	AC ENVIRONNEMENT	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Dahan Jonas	

Étalon : FONDIS ; 226722 ; 1,01 mg/cm² +/- 0,01 mg/cm²

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm²)
Etalonnage entrée	1	15/11/2024	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	31	15/11/2024	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

2.3 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN) 75011 PARIS 11 (France)
Description de l'ensemble immobilier	Habitation (partie privative d'immeuble) Toutes parties visés par les travaux
Année de construction	
Localisation du bien objet de la mission	RDC Lot numéro LOGE GARDIEN,
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	Aream c/o Académie des Beaux Arts 7 Rue de Chaillot 75016 PARIS 16 (France)
L'occupant est :	Le locataire
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	15/11/2024
Croquis du bien immobilier objet de la mission	Voir partie « 5 Résultats des mesures »

Liste des locaux visités

**Entrée,
Cuisine,**

**sdw-wc,
Chambre,
Chambre 2**

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Néant

3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (*ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb*). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
≥ seuils	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

5. Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Entrée	7	-	-	6 (86 %)	-	1 (14 %)
Cuisine	4	-	-	3 (75 %)	-	1 (25 %)
sdw-wc	1	-	-	1 (100 %)	-	-
Chambre	1	-	1 (100 %)	-	-	-
Chambre 2	2	-	-	1 (50 %)	-	1 (50 %)
TOTAL	15	-	1 (7 %)	11 (73 %)	-	3 (20 %)

Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 14 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
2	D	Fenêtre	bois	peinture	boiserie (1 m < Ht < 1,5 m)	2,4	Dégradé (Ecaillage)	3	
3					boiserie (1 m < Ht < 1,5 m)	2,4			
4	D	Mur B	plâtre	peinture	1 m < Ht < 1,5 m	2,4	Non dégradé	1	
5					1 m < Ht < 1,5 m	3,3			
6	D	fenetre	metal	peinture	garde corps (1,5 m < Ht < 2 m)	4,7	Non dégradé	1	
7					garde corps (1,5 m < Ht < 2 m)	4,7			
8	D	fenetre	plâtre	peinture	allege (1 m < Ht < 1,5 m)	3,1	Non dégradé	1	
9					allege (1 m < Ht < 1,5 m)	2,9			
16	A	porte	bois	peinture	huisserie porte (0,5 m < Ht < 1 m)	4,1	Non dégradé	1	
17					huisserie porte (0,5 m < Ht < 1 m)	4,1			
27	A	plinthes	bois	peinture	plinthes (0,5 m < Ht < 1 m)	4	Non dégradé	1	
30	A	plinthes	bois	peinture	plinthes (0,5 m < Ht < 1 m)	2,1	Non dégradé	1	

Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 4 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 25 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
10	D	fenetre	bois	peinture	Boiseries (1 m < Ht < 1,5 m)	5,3	Non dégradé	1	
11					Boiseries (1 m < Ht < 1,5 m)	5,3			
12	D	mur	plâtre	peinture	sous fenetre (0,5 m < Ht < 1 m)	2,3	Dégradé (Ecaillage)	3	
13	A	porte	bois	peinture	porte (0,5 m < Ht < 1 m)	0,4	Non dégradé	1	
14					porte (0,5 m < Ht < 1 m)	0			
15					huisserie porte (0,5 m < Ht < 1 m)	3,2			
28	A	plinthes	bois	peinture	plinthes (0,5 m < Ht < 1 m)	2,1	Non dégradé	1	
29					plinthes (0,5 m < Ht < 1 m)	2,1			

sdw-wc

Nombre d'unités de diagnostic : 1 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
18	A	porte	bois	peinture	porte (0,5 m < Ht < 1 m)	2,1	Non dégradé	1	
19					porte (0,5 m < Ht < 1 m)	2,1			
20					huisserie de porte (0,5 m < Ht < 1 m)	2,3			

Chambre

Nombre d'unités de diagnostic : 1 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
21	B	Murs	plâtre	peinture	platre (0,5 m < Ht < 1 m)	0,08		0	
22					platre (0,5 m < Ht < 1 m)	0,5			

Chambre 2

Nombre d'unités de diagnostic : 2 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 50 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
23	D	Fenêtre	bois	peinture	boiserie (1 m < Ht < 1,5 m)	3,2	Dégradé (Ecaillage)	3	
24					boiserie (1 m < Ht < 1,5 m)	3,2			
25	D	Murs	plâtre	peinture	platre (1 m < Ht < 1,5 m)	2,8	Non dégradé	1	
26					platre (1 m < Ht < 1,5 m)	2,8			

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

Localisation des mesures sur croquis de repérage



6. Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	15	0	1	11	0	3
%	100	0 %	7 %	73 %	0 %	20 %

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (dégradé) sur certaines unités de diagnostic et en application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Dans le cas d'une location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale (article L 1334-9 du Code de la Santé Publique).

6.3 Commentaires

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 6 ans (jusqu'au 14/11/2030).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Sans accompagnateur

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

OUI	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
OUI	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

Situations de dégradation de bâti

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

OUI	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.
-----	--


En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Le constat fait apparaître la présence de facteurs de dégradation (au sens de l'article 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb. Nous avons donc, conformément à l'article L 1334-10 du Code de la Santé Publique, transmis immédiatement une copie du rapport au représentant de l'état dans le département d'implantation du bien expertisé.

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par LCP -

Fait à **PARIS 11**, le **15/11/2024**

Par : GAEL TAIEB



7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement*, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «*Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb*».

Sites Internet :

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : <http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : <http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9. Annexes

9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Illustrations

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **24/IMO/0028** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 37 AVENUE DELA REPUBLIQUE (LOGE GARDIEN) 75011 PARIS 11 (France).

Je soussigné, **GAEL TAIEB**, technicien diagnostiqueur pour la société **ECO DIAGNOSTIC** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

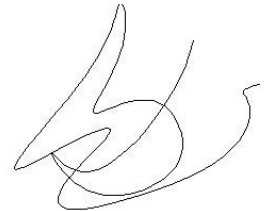
- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Général	GAEL TAIEB	LCP	1633	25/04/2030 (Date d'obtention : 26/04/2023)
Général	GAEL TAIEB	LCP	1633	25/04/2030 (Date d'obtention : 26/04/2023)

- Avoir souscrit à une assurance (Allianz n° 808109076 valable jusqu'au 30/09/2025) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **PARIS 11**, le **15/11/2024**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier

N°1633

Monsieur TAIEB Gael

Amiante sans mention

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Amiante

Date d'effet : 26/04/2023 : - Date d'expiration : 25/04/2030

Amiante avec mention

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Missions spécifiques, bâtiments complexes

Date d'effet : 31/07/2023 : - Date d'expiration : 25/04/2030

DPE individuel

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Diagnostic de performances énergétiques

Date d'effet : 11/07/2023 : - Date d'expiration : 10/07/2030

Electricité

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Etat de l'installation intérieure électricité

Date d'effet : 26/04/2023 : - Date d'expiration : 25/04/2030

Gaz

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Etat de l'installation intérieure gaz

Date d'effet : 26/04/2023 : - Date d'expiration : 25/04/2030

Plomb sans mention

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Constat du risque d'exposition au plomb

Date d'effet : 26/04/2023 : - Date d'expiration : 25/04/2030

Termites métropole

Selon arrêté du 24 décembre 2021

Etat relatif à la présence de termites dans les bâtiments

Date d'effet : 26/04/2023 : - Date d'expiration : 25/04/2030

Ce certificat est émis pour servir et valoir ce que de droit,
Edité le 31/07/2023, à Pessac par MOLEZUN Jean-Jacques Président.

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 13 rue Francis Davso – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société ECO DIAGNOSTIC FRANCE
100 boulevard Voltaire
75011 PARIS
Siret n°834 329 146 00015

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808 / 808109076.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)
Diagnostic amiante avant-vente et avant location
Diagnostic de performance énergétique (DPE)
Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP)
Diagnostic de l'état des installations de gaz uniquement dans le cadre du DDT
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Diagnostic termites

Dossier technique amiante (DTA)
Diagnostic état de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTT)
Diagnostic Exposition au plomb (CREP)
Diagnostic Loi Carrez
Diagnostic amiante avant travaux/démolition sans préconisation de travaux NF X46-020 (articles R4412-140 à R4412-142 du Code du travail – article R1334-27 CSP – arrêté du 26 juin 2013)
Diagnostic Etat des risques et pollutions (ERP)

La garantie du contrat porte exclusivement :

- **Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,**
- **Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation**

Période de validité : **du 01/10/2024 au 30/09/2025.**

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuillet d'adhésion 808109076), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

Tél 09 72 36 90 00

13 rue Francis Davso **13001 Marseille**

contact@cabinetcondorcet.com · www.cabinetcondorcet.com

Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com · 13 rue Francis Davso 13001 Marseille 09 72 36 90 00

SAS au capital de 50 000 € · RCS Marseille 494 253 982 · Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.orias.fr · Sous le contrôle de l'ACPR

Autorité de contrôle Prudential et Résolution · 4 Pl de Budapest 75009 Paris

TABLEAU DE GARANTIE

Responsabilité civile « Exploitation »	
Nature des dommages	Montant des garanties
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non :	9 000 000 € par sinistre
dont :	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :	1 500 000 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs :	150 000 € par année d'assurance
- Atteintes à l'environnement accidentelles (corporels, matériels et immatériels) :	750 000 € par année d'assurance
- Dommages aux bâtiments loués ou empruntés et à leur contenu	300 000 € par sinistre
Responsabilité civile « Professionnelle » (garantie par Assuré)	
Nature des dommages	Montant des garanties
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non :	300 000 € par sinistre avec un maximum de 600 000 € par année d'assurance
dont :	
- Destruction ou détérioration des documents et autres supports d'informations confiés à l'Assuré pour l'exécution des prestations, y compris les frais de reconstitution des informations :	30 000 € par sinistre
Défense – Recours	
Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives. Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives :	Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause.
Recours (préjudices supérieurs à 150 €) :	15 000 € par sinistre

La présente attestation ne peut engager l'assureur en dehors des limites prévues par les clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2024

POUR LE CABINET CONDORCET



Tél 09 72 36 90 00

13 rue Francis Davso 13001 Marseille

contact@cabinetcondorcet.com · www.cabinetcondorcet.com

Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com · 13 rue Francis Davso 13001 Marseille 09 72 36 90 00
SAS au capital de 50 000 € · RCS Marseille 494 253 982 · Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.orias.fr · Sous le contrôle de l'ACPR
Autorité de contrôle Prudentiel et Résolution · 4 Pl de Budapest 75009 Paris